

AKTUELL

TAXE SUR LES TRANSACTIONS FINANCIÈRES

Touche pas à mes fonds !

Raymond Klein

Le Luxembourg défend, aux côtés de la Grande-Bretagne, les intérêts de la finance. Et s'oppose à la TTF, supposée stabiliser le système financier et faire payer les banquiers pour la crise passée.

La fameuse taxe sur les transactions financières (TTF) verra-t-elle le jour ? Imaginée en 1972 par l'économiste James Tobin, reprise en 1998 lors de la fondation d'Attac, son prélèvement pourrait être mis en oeuvre par une douzaine de pays européens dans les années à venir. En 2013, un certain nombre d'Etats membres - dont l'Allemagne, la France et l'Italie, mais ni la Grande-Bretagne, ni le Luxembourg - s'étaient mis d'accord sur une « coopération renforcée » en la matière. Fin avril, Londres avait échoué lors d'une première plainte devant la justice européenne contre cette manière de procéder. Quelques jours plus tard, en pleine campagne électorale européenne, les pays adeptes de la TTF avaient formellement annoncé son introduction pour 2016, tout en laissant dans le flou les détails sur lesquels ils continuent à négocier âprement entre eux.

Le ministre des finances Pierre Gramegna, dans le cadre d'une question parlementaire, a fait savoir que le gouvernement luxembourgeois restait opposé à la TTF et qu'il pourrait éventuellement se joindre à une seconde plainte du gouvernement britannique lorsque le projet de taxe se concrétisera. Le gouvernement estime qu'« une mise en place non coordonnée sur un plan mondial d'une TTF aura des effets nuisibles pour le marché européen des fonds d'investissement et pour la place financière luxembourgeoise », faisant sienne la position de l'Association luxembourgeoise des fonds d'investissement.

La gauche qui trahit

L'idée qu'une TTF devrait être introduite à l'échelle mondiale ou pas du tout n'a pas toujours constitué la position luxembourgeoise. En mars 2011, Jean-Claude Juncker avait explicitement envisagé une mise en oeuvre dans la seule zone euro. Mais, dès 2012, Luc Frieden, prédécesseur de Pierre Gramegna comme ministre des Finances - ou plutôt ministre au service de la finance - avait imposé le rejet de la TTF.

Que des partis de droite défendent cette position surprend peu. Mais que dire de l'attitude de deux des trois partis de la coalition de gouvernement actuelle ? Les Verts, dans leurs programmes électoraux de 2013 et de 2014, s'étaient prononcés pour une TTF « qui permette de stabiliser les opérations financières dans toute l'Europe et d'im-



pliquer l'économie financière dans le financement des budgets publics ». Quant au LSAP, lors des législatives, tout en se faisant le champion de la justice fiscale et de la lutte contre la spéculation, il était resté vague sur la proposition d'une TTF. Pour les européennes par contre, le manifesto socialiste précisait : « (...) nous accélérerons l'introduction de la taxe sur les transactions financières, une taxe qui permettra une juste contribution du secteur financier à la société et que nous soutenons depuis plusieurs années. » Si, comme l'affirme Gramegna, « la position du gouvernement n'a pas changé », c'est que, depuis octobre 2013, Déi Gréng et le LSAP se foutent de la gueule de leurs électeurs.

Même si l'Union européenne risque d'être paralysée politiquement dans les années à venir, la résistance de Londres et Luxembourg ne suffira pas forcément à empêcher l'introduction de la TTF. En effet, la crise financière et la crise de crédibilité de l'idéologie libérale subséquente sont passées par là. De nombreux politiciens, surtout à gauche, ont compris qu'en faisant payer l'électorat pour les erreurs et abus de la finance, on les poussait dans les bras de la droite populiste. S'agit-il d'un triomphe pour les altermondialistes, l'acronyme Attac signifiant « Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne » ? Certes, mais ils devraient regarder de l'avant. Dans combien d'années l'idée d'une taxe internationale sur le patrimoine, proposée l'an dernier par l'économiste Thomas Piketty, sera-t-elle reprise par le mainstream politique ?

SHORT NEWS

Gläsernes Luxemburg

(dw) - Luxemburg hat's besonders schwer erwischt. In drei Fällen hat die Europäische Kommission ein förmliches Prüfverfahren eingeleitet. Es geht um steuerliche Vereinbarungen mit Unternehmen, die als staatliche Beihilfen gewertet werden könnten. Am Pranger stehen neben Luxemburg mit der Firma Fiat Finance and Trade, Irland (Apple) und die Niederlande (Starbucks). Allein gegen Luxemburg wurde jedoch zusätzlich ein Vertragsverletzungsverfahren eingeleitet. Der zuständige Kommissar Joaquín Almunia fahndet seit Monaten nach selektiven Steuervergünstigungen, mit denen verschiedene Mitgliedstaaten multinationale Konzerne auf ihr nationales Territorium locken. In diesen konkreten Fällen bestehe der Verdacht, dass die Unternehmen deutlich weniger Steuern zahlen als andere, sagte der Kommissar am Mittwoch in Brüssel. Während die Niederlande und Irland die Fragen der Kommission umfassend beantworteten, sei die Kooperation mit Luxemburg weitaus weniger gut gewesen, so Almunia. Das Großherzogtum habe seiner Behörde nur einen sehr kleinen Teil der nötigen Informationen zur Verfügung gestellt und die Qualität sei nicht die beste gewesen. Er habe den Luxemburger Finanzminister direkt darüber informiert, betonte der Spanier. Als dies jedoch auch folgenlos blieb, habe er gegen Luxemburg ein Verfahren wegen Vertragsverletzung eingeleitet. Das Prüfverfahren habe nichts mit der Klage Luxemburgs vor dem Europäischen Gerichtshof zu tun und werde unabhängig davon laufen, erläuterte Almunias Sprecher nach der Pressekonferenz gegenüber der woxx. Mit dem Argument, Steuerfragen seien eine nationale Angelegenheit hatte Finanzminister Pierre Gramegna Ende April angekündigt, vor Gericht prüfen zu lassen, ob die Kommission das Recht hat, solche Informationen anzufordern.

Die Studis übernehmen

(da) - Die Diskussion um die Studienbeihilfen kommt an einem bestimmten Punkt immer wieder ins Stocken: den realen Lebenshaltungs- und Studienkosten von StudentInnen aus Luxemburg. Ob von der Regierung, von verschiedenen Jugendorganisationen oder vom Aktionskomitee 6670 - immer wieder wurde in den vergangenen Monaten darauf hingewiesen, dass konkrete Daten zu dem Thema gänzlich fehlen. Das Aktionskomitee will hier nun Abhilfe schaffen. Unter dem Motto „Mir maachen der Regierung hier Aarbecht!“ haben die Studierenden, in Zusammenarbeit mit dem Centre Information Jeunes (CIJ), eine Studie zu Einkünften, Nebenjobs, Studiendauer, Arbeitszeit, Studienort und Ausgaben für Miete, Lehrmaterial und Lebenshaltungskosten ausgearbeitet. Online können StudentInnen nun auf einem Fragebogen Angaben zu den Themen machen. „Ein peinlicher Vorgang für die Regierung“ erklärt das Aktionskomitee, das Minister Meisch vorwirft, nie ein wirkliches Interesse an einer solchen Studie gehabt zu haben. Unter www.streik.lu/studie findet sich ein Link zur Umfrage.

Monkeler : circulez, y a rien à voir !

(lc) - Le gouvernement semble vouloir jouer la carte de l'apaisement - voire de l'oubli - pour tout ce qui touche de près ou de loin à la zone industrielle du Monkeler. Alors que les travaux de construction de l'usine d'asphalte vont bon train, les recours introduits n'ont pas tous été examinés par la justice. L'ouverture est prévue pour septembre : qu'elle est belle la démocratie ! De l'autre côté du site se trouve la zone sinistrée numéro un du pays : la décharge entre Mondercange et Esch qui s'est affaissée en début d'année et qui contient entre autres des scories de ferromagnésium (métaux lourds et éléments radioactifs) issues de l'ancienne firme Continental Alloys (Casa) de Dommeldange. Elles étaient enfouies dans la décharge pour ne plus jamais ressurgir, surtout dans le débat public ; le député Marcel Oberweis a voulu savoir de la ministre de la Santé, Lydia Mutsch, et de celle de l'Environnement, Carole Dieschbourg, si elles représentaient un danger après l'incident du Monkeler. Dans la réponse, les ministres excluent tout danger pour la population - même si le dernier examen exhaustif de radioactivité remonte à... 2003.